

**DGA Attractivité et Territoires**  
**Direction des Routes et des Mobilités**  
Laure HAILLET DE LONGPRE  
Chargée de mission Urbanisme, mobilités  
Tél : 04.75.66.75.24/06.73.96.99.54  
Mail : [lhaillet@ardeche.fr](mailto:lhaillet@ardeche.fr)

Madame Michèle GILLY  
Présidente par intérim  
SCoT de l'Ardèche Méridionale  
Château Julien, Rue du Puits  
07110 VINEZAC

Réf : lh/bb/DRM19102020/125

Objet : avis sur projet arrêté du SCOT de l'Ardèche Méridionale

Privas, le 02 NOV. 2020

Madame la Présidente,

L'article L132-7 du code de l'urbanisme précise que l'Etat, les Régions et les Départements (...) sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux chapitre II et III.

L'article L.143-20 dudit code précise que l'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L.143-16 arrête le projet de schéma et le soumet pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8.

L'article R.143-4 précise que les personnes et les commissions consultées en application de l'article L. 143-20 rendent leur avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois à compter de la transmission du projet de schéma. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Par délibération en date du 17 février 2020, le Syndicat Mixte de l'Ardèche Méridionale a arrêté son projet de Schéma de Cohérence Territoriale.

L'avis du Département a été sollicité par courrier du 14 août dernier, au titre des Personnes Publiques Associées.

Je vous prie de trouver ci-dessous mes remarques sur le projet de SCoT :

**Sur les orientations générales :**

En premier lieu, le Département salue le travail réalisé dans le cadre de l'élaboration de ce document.

Le projet du SCoT de l'Ardèche Méridionale est de bénéficier d'une ruralité préservée, vivante et attractive. Pour y répondre, quatre orientations ont été définies et développées :

- ✓ Construire une armature territoriale solidaire et fonctionnelle.
- ✓ Dynamiser et diversifier l'économie locale.
- ✓ Mettre en place une mobilité durable et accessible à tous.
- ✓ Préserver un territoire à haute valeur environnementale et patrimoniale.

Le projet de SCoT s'inscrit dans une prévision de croissance de **22 500** habitants supplémentaires sur la période « 2016-2043 », soit une augmentation globale de **22 %** par rapport à la population de référence de 2016 (100 960 habitants).

Afin de tenir compte des fonctionnements différenciés du territoire et d'atténuer les déséquilibres intra SCoT, des objectifs distincts sont assignés aux trois grands bassins homogènes.

- **Maintenir** le rythme de croissance démographique du bassin albenassien combinant les objectifs de renforcement d'Aubenas et de complémentarité accrue entre les polarités. Environ 14 800 habitants supplémentaires sont prévus sur la période contribuant à hauteur de 66 % de la population nouvelle à accueillir d'ici 2043.
- **Ralentir** la croissance démographique du bassin sud-Ardèche sur lequel il conviendra de développer une offre de logements, de services et d'emplois à l'année, tout en préservant les espaces naturels et agricoles à enjeu, supports de son attractivité.
- **Relancer** la croissance démographique du bassin Montagne, en l'inscrivant dans une trajectoire de redynamisation, notamment par l'accueil de nouvelles populations, le développement de l'activité économique et le renforcement du maillage des services du quotidien. Environ 700 habitants supplémentaires sont projetés sur le bassin Montagne, soit une contribution de 3 % du surcroît démographique.

Le besoin global en logements envisagé à l'horizon 2043 s'établit à environ **17 550 logements (650/an)** sur l'ensemble du territoire. Afin de maîtriser la consommation des terres agricoles et naturelles tout en répondant en priorité aux besoins de la population permanente, les objectifs visés sont de limiter la part des logements vacants, de réduire la part des résidences secondaires (de 30 à 27,5 %) et de répondre pour 83 % de la production neuve aux besoins de la population permanente.

Sur ces orientations qui impactent les compétences propres du Département, à savoir notamment le réseau routier départemental et les Espaces Naturels Sensibles, j'émet un avis favorable sous réserve de prendre en compte les remarques émises ci-dessous.

#### **Par thématiques :**

##### **La filière forêt bois**

Sur le transports de bois ronds, vous trouverez ci-dessous le lien pour télécharger la mise à jour des limitations de tonnages, la carte du CRPF datant de 2009 n'étant pas à jour : <https://www.ardeche.fr/202-forets.htm>

##### **Sur le diagnostic :**

P 99 la surface totale de la forêt est de 323 000 ha dont 91 % de forêt privée.

Sur l'amont de la filière bois, il aurait pu être mentionné les deux ASLGF (Associations Syndicales Libres de Gestion Forestière) : l'ASLGF des Cévennes ardéchoises, localisée à 100 % sur le territoire du SCoT et l'ASLGF de la montagne. Elles regroupent de nombreux propriétaires forestiers qui ont élaboré un document de gestion (plan simple de gestion concerté) qui prône une gestion durable et pérenne de la ressource avec une mobilisation du bois en regroupement.

P 105 : les travaux sur la RD 253 sont achevés depuis 2016 (750 k€ investis par le Département). Ces travaux ont permis la réalisation de la première tranche de coupes, mobilisation et sorties des bois au printemps 2020. Depuis 2014, ce sont près de 25 000 m<sup>3</sup> qui ont pu être ainsi mobilisés.

Les enjeux décrits p 118 pourraient être complétés par :

- ✓ la mise en gestion durable de la forêt privée,
- ✓ l'amélioration par la sylviculture de la qualité des peuplements : valorisation plus importante des massifs de pins maritimes (identifiés comme massifs à potentiel) et de châtaigniers à vocation de bois,
- ✓ la mise en place d'une veille sur l'état sanitaire pour garantir le renouvellement des peuplements avec un point de vigilance sur le choix d'essences plus résilientes au changement climatique,
- ✓ la mobilisation de la ressource en créant et améliorant les infrastructures internes aux massifs mais aussi les voiries publiques. Un point de vigilance est à noter sur la préservation du patrimoine routier départemental,
- ✓ la valorisation de la ressource avec un point de vigilance sur la hiérarchie des usages et la nécessité de diversifier les débouchés.

Le diagnostic aborde peu les fonctions environnementales et sociales de la forêt. De plus, il n'est rien mentionné sur les forêts anciennes et matures. Or, une attention particulière doit leur être portée : leur protection contre le défrichement ou l'urbanisation est prioritaire et urgent (inscrit au Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles). Pour les noyaux de forêts les plus riches, il est préconisé le classement en espaces boisés classés, en forêts de protection ou pour les forêts communales, l'instauration d'îlots de vieillissement voire la création de réserves forestières.

Une cartographie départementale est en cours de réalisation par le CBNMC (Conservatoire Botanique National du Massif Central), il est donc préconisé lors des élaborations de PLU(i) de prendre l'attache dudit conservatoire.

Il n'est rien mentionné sur la réglementation des boisements.

#### Sur le DOO (Document d'Objectifs et d'Orientations) :

Il paraît nécessaire que les plans locaux d'urbanisme indiquent si les communes sont réglementées au titre des boisements. En effet en cas de déboisement, une demande d'autorisation à opérer est à faire auprès du Département.

Plusieurs communes du territoire du SCoT sont classées dans le PDPFCI (Plan Départemental de Protection de la Forêt Contre les Incendies) avec une sensibilité très forte au risque incendie. Ce plan a identifié des projets de créations de citerne de DFCI.

Enfin, le DOO ne fait pas apparaître d'orientation pour lutter contre le morcellement du foncier forestier, ni sur le renforcement d'une gestion durable de la forêt privée. Parallèlement, les collectivités ont un rôle à jouer en tant que prescripteur public dans la protection, l'aménagement, le choix de réaliser des bâtiments en bois ou bien de mettre en place des chaufferies bois.

#### **La mobilité alternative à l'autosolisme**

P 125 du diagnostic territorial, la nouvelle aire de covoiturage multimodale d'Aubenas « terres de millet » et celle en projet sur la commune de Thueys pourraient être rajoutées. En complément de l'orientation 69 du Document d'Orientations et d'Objectifs, le Département va réaliser un bilan du schéma directeur bidépartemental de covoiturage de 2011 et complètera l'offre communale par la création d'aires de covoiturations multimodales situées à des endroits stratégiques, qui seront définis à la suite du bilan.

P 126 du diagnostic territorial, la définition des voies douces est inexacte : une voie douce est un itinéraire cyclable alternant site propre et voie partagée et même avec une prépondérance site propre.

Les cartes présentées sont obsolètes (sécurisation des routes départementales et liaisons inter-départementales). En effet le Département et les intercommunalités viennent de terminer la révision du schéma vélo qui datait de 2011, cette partie sur la sécurisation des routes départementales n'a pas été reprise dans le nouveau schéma pour deux raisons : d'une part parce que 200 km de surlargeurs ont été réalisés depuis 2011 et que le travail de redéfinition de la hiérarchisation du réseau routier départemental prendra en compte les nouveaux besoins de déplacements alternatifs à l'autosolisme. D'autre part, la réalisation de la Via Ardèche, qui traverse le territoire de part en part, permet une pratique cyclable en toute sécurité. Dans le nouveau schéma vélo, l'accent est mis sur la promotion et le développement du vélo pour les déplacements quotidiens. Le nouvel enjeu est de mailler la Via Ardèche avec les centralités.

De plus l'annexe 3 du DOO qui présente les grands enjeux en termes de mobilité, prévoit des itinéraires cyclables qui n'ont pas été intégrés au nouveau schéma vélo. En complément, vous trouverez en page suivante la carte de l'état d'avancement des itinéraires cyclables en Ardèche.

ÉMERVEILLÉS PAR  
L'ARDÈCHE

Carte vélo • Cycling map

[www.ardeche-a-velo.com](http://www.ardeche-a-velo.com)  
[www.ardeche-by-bike.com](http://www.ardeche-by-bike.com)



P 129 du diagnostic territorial, il est indiqué que la compétence transport est assurée par le Département et la Région. Or le Département n'a gardé que la compétence de transport des enfants handicapés.

#### **Sur les grandes infrastructures**

P 120 du rapport de présentation, il est indiqué un principe d'inconstructibilité de 100 m pour la RD 104 (s'applique en dehors des espaces urbanisés de part et d'autre de l'axe de la voie). Or ce recul n'est que de **75 m** (imposé par la loi Barnier, mais ils peuvent aller plus loin) puisque la RD 104 est classée Route à Grande Circulation.

P 121 du rapport de présentation, vous trouverez le détail ci-dessous des routes répertoriées comme itinéraires pour le transport exceptionnel :

#### **TRANSPORT EXCEPTIONNEL 72 TONNES AUTORISE**

RD 104 : Aubenas - Les Vans / Les Vans - St Paul le jeune  
RD 103 : Lavilledieu - Vogüe  
RD 579 : Vogüe - Vallon Pont D'arc  
RD 111 puis RD 901 : Ruoms - Berrias et Casteljau  
RD 4 : Vallon Pont D'arc - Bourg St Andeol

#### **TRANSPORT EXCEPTIONNEL 94 TONNES AUTORISE**

RD 103 : Lavilledieu - Vogüe  
RD 579 : Vogüe - Vallon Pont D'arc  
RD 111 puis RD 901 : Ruoms - Berrias et Casteljau

Sur la problématique de l'interdiction aux poids lourds de plus de 26 tonnes par le col de l'Escrinet, la contrainte d'emprunter la RD 86 sera réduite avec la future déviation Nord de Le Teil, en cours de réalisation.

P 133 du rapport de présentation, une actualisation est nécessaire : le contournement Est de Vallon Pont d'Arc est terminé et la déviation Nord de Le Teil est en cours de réalisation.

P 85 du DOO, il est mentionné qu'il faut planifier pour la RD 104, sous réserve de la faisabilité des projets, la mise à deux fois deux voies ou la création de créniaux de dépassement. Dans son plan des mobilités, approuvé au BP 2020, le Département affiche la volonté de limiter la réalisation de grandes infrastructures aux seuls points de congestions existants mais d'adapter les réseaux existants, d'ailleurs récemment, sur le territoire du SCoT, il a été réalisé récemment le crénial de dépassement de Chapias à Rosières. L'aménagement de l'itinéraire sur la RD 104 de l'Ardèche méridionale vers le Gard (déviations d'Uzer et Rosières) est inscrit dans le plan des mobilités.

#### **Sur favoriser le tourisme durable**

La carte présentée p 44 fait apparaître des voies vertes qui n'existent pas : voie verte de Lalevade à Chirols et voie verte de Ruoms à Vallon Pont d'Arc.

Sur la recommandation 8, le Département émet une réserve sur le développement de panneaux d'interprétation aux abords des Villages de Caractères, tout d'abord en termes de sécurité routière (visibilité, obstacles) et également en terme de préservation des paysages. La définition d'un cahier des charges commun est vivement conseillé pour la définition graphique et l'implantation de ces panneaux.

Enfin, les objectifs et orientations visant à fixer des principes d'aménagements des sites touristiques et les conditions d'accueil et de développement des hébergements touristiques répondent aux demandes du Département de réguler en amont les capacités d'hébergements pour limiter la fréquentation des Espaces Naturels Sensibles.

Le Vice-Président en charge des routes, des mobilités,  
du numérique et du soutien aux territoires

Maurice WEISS

